

Les 100 premiers jours au pouvoir d'Evariste Ndayishimiye au Burundi

Deutsche Welle, 24.09.2020 Le nouveau président burundais est au pouvoir depuis juin. Pour l'instant, il ne s'est pas vraiment démarqué de son prédécesseur Pierre Nkurunziza. Le vendredi 25 septembre, cela fera 100 jours que le nouveau président du Burundi, Evariste Ndayishimiye est au pouvoir.

Un compte rond qui est l'occasion d'un premier bilan, alors que le rapport des experts indépendants de l'ONU continue de pointer des violations des droits de l'homme dans le pays. Dans la continuité Thierry Vircoulon, chercheur à l'IFRI, résume ainsi le principal changement depuis l'arrivée d'Evariste Ndayishimiye: "Avant les élections, on niait au Burundi jusqu'à l'existence du virus." Ndayishimiye a changé cela." Thierry Vircoulon dresse un premier bilan mitigé du règne Ndayishimiye, au pouvoir depuis le mois de juin dernier. Selon lui, les nouvelles autorités s'inscrivent dans la ligne de Pierre Nkurunziza. D'ailleurs l'actuel président a fait toute sa carrière politique et militaire dans l'ombre de son prédécesseur: "Evariste Ndayishimiye est une incarnation de l'ancien régime, de l'actuel parti CNDD-FDD. Il a toujours soutenu la politique de répression de son prédécesseur Pierre Nkurunziza. Cette politique a été instaurée à l'indépendance et elle est toujours en vigueur." En toute impunité Les rapporteurs de l'ONU sur les droits de l'homme continuent de dénoncer les violations graves des droits humains par les autorités: près de 1.700 morts et 338.000 réfugiés partis en exil depuis 2015. Des violations "structurelles", originées en système, comme le dénonçait la rapporteuse onusienne Françoise Hampson il y a quelques jours sur notre antenne. Et elle veut pour preuve du manque de volonté politique de mettre fin à l'impunité la désignation de trois ministres sous sanctions européennes ou américaines, car soupçonnés de crimes contre l'humanité. Le bûche du doute Jean-Jacques Wondo Omanyundu, chercheur au GRIP à Bruxelles, garde une part d'optimisme: "Laissons-lui le bûche du doute et un peu de temps pour voir s'il peut vraiment faire avancer le dossier des droits de l'homme. En attendant, il faut rester sceptiques en tant qu'observateurs internationaux. Il faut voir quelles seront ses prises de position concrètes, notamment vis-à-vis des partis d'opposition." Pour ce qui est de la politique extérieure, le nouveau président burundais semble en tout cas miser sur un peu plus d'ouverture que son prédécesseur qui boycottait jusqu'aux rencontres sous-régionales.

Il a toutefois refusé l'invitation de son homologue congolais à se rendre au sommet quadripartite prévu à Goma. Le sommet a finalement été annulé.

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});